

Assemblée Générale de la Fédération des Spécialités Médicales - 11 avril 2025

Participants :

Pascal Andujar (Représentant le)	CNP de Médecine du Travail
Jean-Noël Argenson	CNP de Chirurgie Orthopédique et Traumatologique
Denys Barrault	CNP de Médecine du Sport
Anne Bellut	CNP de Dermatologie et Vénéréologie
Marie-Christine Béné	CNP d'Hématologie
Patrick-Yves Blanchard	CNP de Chirurgie Maxillo-Faciale, Stomatologie et Chirurgie Orale Médicale
Jean-Jacques Cabaud	CNP de Vigilance et Thérapeutique Transfusionnelles, Tissulaires et cellulaires
Emmanuel Cixous	CNP de Pédiatrie
Patrick Daimé	CNP d'Addictologie
Jean-Winoc Decusser	CNP de Biologie des Agents Infectieux-Hygiène Hospitalière
Laurence Destrieux	CNP de Chirurgie Vasculaire et Endovasculaire
Jean-Pascal Devailly	CNP de Médecine Physique et Réadaptation
Frédéric Fossati	CNP Cardiovasculaire
Cyril Guillaumé	CNP de Médecine Palliative
Olivier Helenon	CNP de Radiologie et Imagerie Médicale
Christophe Hennequin	CNP d'Oncologie
Didier Honnart	CNP de Médecine d'Urgence
Benoît Jaulhac	CNP de Biologie des Agents Infectieux-Hygiène Hospitalière
Hubert Johanet	CNP de Chirurgie Viscérale et Digestive
Olivier Langlois	CNP de Neurochirurgie
Christophe Leroyer	CNP de Pneumologie
Gilles Orliaguet	CNP d'Anesthésie-Réanimation et Médecine Péri-Opératoire
Xavier Palette	CNP de Biologie Médicale
Céline Palussière	CNP d'Allergologie
Stéphane Petitmaire	CNP d'Anesthésie-Réanimation et Médecine Péri-Opératoire
Jean-Louis Pons	CNP de Biologie Médicale
Denis Prunet	CNP d'Urologie
Véronique Quentin	CNP de Médecine Physique et Réadaptation
Michel Rouif	CNP de Chirurgie Plastique, Reconstructrice et Esthétique
Thomas Schouman	CNP d'Orthopédie Dento-Faciale – Orthopédie Dento-Maxillo-Faciale
Eric Senbel	CNP de Rhumatologie
Albert Sotto	CNP de Maladies Infectieuses et Tropicales
Jean-Michel Sterdyniak	CNP de Médecine du Travail
Igor Tauveron	CNP d'Endocrinologie, Diabétologie et Nutrition
Laurent Verzaux	CNP de Radiologie et Imagerie Médicale

Procurations :

- de Fabienne Kochert (CNP de Pédiatrie) pour Emmanuel Cixous
- de Sébastien Lefevre (CNP d'Allergologie) pour Céline Palussière
- de Henry-François Parent (CNP de Chirurgie Orthopédique et Traumatologique) pour Jean-Noël Argenson
- de Jean-Yves Py (CNP de Vigilance et Thérapeutique Transfusionnelles, Tissulaires et cellulaires) pour Jean-Jacques Cabaud

Ont également participé à la réunion :

Mélanie Anger, Caroline Collin, Olivier Goëau-Brissonnière et Valérie Le Borgne (FSM)
Catherine Faraut (commissaire aux comptes)

Présentation du rapport de gestion 2024

Frédéric Fossati présente le rapport de gestion de la FSM de 2024.

Concernant la certification périodique, il relève qu'après une certaine lenteur de l'administration sur ce sujet, les activités se sont accélérées en cours d'année avec notamment la nomination de Nadiège Baille en tant que présidente du Conseil National de la Certification Périodique (CNCP) après quasiment un an de vacance de poste suite au départ de Lionel Collet pour présider la Haute Autorité de Santé (HAS). Fin mars, le décret, attendu, sur le périmètre, le contenu et la computation a été publié et prévoit la structuration des référentiels en quatre blocs. Le Comité Parcours Professionnel et Certification a pu se réunir à plusieurs reprises pour travailler d'abord sur un référentiel de certification générique qui a été décliné par chaque CNP. Un document regroupant l'ensemble des référentiels a pu être transmis mi-août à la DGOS. Frédéric Fossati remercie Philippe Orcel et Francis Dujarric qui animent ce comité pour l'énorme travail effectué sur les référentiels. Des réunions se sont aussi tenues avec l'Agence du Numérique en Santé (ANS) sur la préfiguration de la plateforme d'accès au compte personnel de certification. Des améliorations restent à apporter notamment sur l'accès des CNP aux informations leur permettant de communiquer avec les praticiens relevant de leur spécialité.

Sur le développement professionnel continu, la FSM a été auditionnée plusieurs fois, d'abord en janvier par la Cour des Comptes pour leur rapport sur la formation médicale continue des médecins puis par l'Inspection Générale des Affaires Sociales (IGAS) en juillet dans le cadre de la mission d'audit sur l'avenir de l'Agence Nationale du Développement Professionnel Continu (ANDPC). Leur rapport devait être publié fin 2024 mais il n'a été rendu public qu'en mars 2025. Les conclusions sont peu favorables envers l'ANDPC. Les membres de la Commission Scientifique Indépendante des médecins ont pu être nommés malgré les difficultés pour faire reconnaître leurs compétences par la Direction de l'ANDPC. Les difficultés relationnelles chroniques avec l'ANDPC ont perduré en 2024 notamment pour l'acceptation des actions de DPC proposées par les ODPC pour des motifs parfois difficilement compréhensibles. Toutefois, la FSM a participé à la réactualisation de deux fiches de cadrage transversales 45 et 46 concernant la prise en compte des recommandations et des innovations dans la pratique. Les CNP ont pu faire évoluer les thèmes qu'ils avaient retenus au départ.

Le développement des registres de pratiques a occupé une part importante des activités de la FSM en 2024. Grâce à la subvention de la Banque Publique d'Investissement, plusieurs nouveaux registres ont pu être mis en place. Un troisième appel à projets « Grand Défi » a également été lancé en février pour sélectionner quatre registres lauréats. L'équipe de Data Managers a été renforcée avec l'arrivée de Faraj Trabulsi et l'intégration de Lorensky Thertulien à la fin de son alternance. Un partenariat avec la CNAM a été développé dans le cadre de la reconnaissance de nouveaux actes. Il prévoit la mise en place de registres qui doivent permettre de recueillir des données sur 3 ans. Au terme de cette période, l'inscription provisoire de l'acte est réétudiée et peut conduire à son intégration à la nomenclature. Un premier registre concernant l'angiomammographie a été créé.

La FSM a répondu à diverses sollicitations des instances publiques en 2024. Elle a également été sollicitée par le Pr Bethoux sur l'hébergement temporaire non médicalisé (HTNM), pour lequel de nombreux CNP ont répondu au questionnaire et un retour détaillé a été présenté par le Pr Bethoux. Le Comité Chirurgie et Activités Interventionnelles a participé aux travaux de la DGOS sur les textes et la charte relatifs aux actes exclusifs réalisés par les IBODE. La DGOS a également sollicité les CNP d'Urologie et de Gynécologie Obstétrique et Gynécologie Médicale sur les autorisations d'activité pour la pose et le retrait des bandelettes sous urétrales. La FSM a été consultée pour fournir un avis détaillé concernant les primoprescriptions autorisées aux Infirmiers en Pratique Avancée (IPA). Elle a enfin participé activement comme chaque année à la ventilation des projets pour les différents programmes hospitaliers en recherche clinique (PHRC, PRME, PHIRC) et à la désignation des experts.

En termes de réunion, la FSM a tenu, en 2024, neuf réunions du Bureau, un Conseil d'Administration et deux Assemblées Générales.

En conclusion, Frédéric Fossati annonce que le rapport 2024 sera mis à la disposition de tous dans les prochains jours. Il remercie les membres du Bureau pour leur soutien dans sa première année de présidence. Il souhaite mentionner

spécialement le past président Olivier Goëau-Brissonnière pour l'aide apportée et remercie Mélanie Anger, Caroline Collin et Valérie Le Borgne qui rendent le fonctionnement de la FSM plus facile.

Présentation du rapport financier 2024 (cf. document joint)

Jean-Noël Argenson, trésorier de la FSM, présente le bilan financier de la FSM pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

Il commence par détailler les produits :

- Les cotisations des CNP ont augmenté en 2024 suite à la décision prise par l'Assemblée générale en juin 2024. Quelques CNP, très peu nombreux, n'ont pas versé leur cotisation.
- La vente de prestations de services correspond à ce que la FSM facture aux ARS en contrepartie de l'accompagnement par des experts de missions d'inspection.
- La subvention versée par la DGOS et la CNAM s'est élevée à 499 993 €. La phase socle reste la même par rapport à 2023 à savoir 400 000 €, la partie dédiée aux travaux relatifs à la certification périodique a un peu baissé, mais la FSM a reçu une dotation supplémentaire de 53 000 € pour la mise en place de registres concernant les nouveaux actes. Au final, le montant de la subvention 2024 est donc supérieur à celui de 2023 (460 000 €).
- Les fonds dédiés correspondent à la partie de la deuxième tranche de la subvention BPI consommée sur l'exercice pour la mise en place de registres. Cette seconde tranche couvre la période septembre 2023-septembre 2025, elle est utilisée de manière séquentielle. En 2024, le montant des fonds utilisés s'élève à 237 603 €.

Un rappel des différents montants de cotisations des CNP est réalisé. La FSM a intégré un nouveau CNP associé, le CNP de Médecine palliative.

Les charges ont globalement diminué en 2024 par rapport à 2023, les dépenses ont été contenues ce qui permet de maintenir l'équilibre du budget :

- Le montant des études et prestations de services a diminué de 100 000 €. Il s'agit des dépenses réalisées pour le développement des registres. C'est un poste de dépenses qui reste malgré tout important. La FSM a eu moins recours à la société Telemedicine Technologies. Le fait de disposer de deux data managers plus expérimentés a permis à la FSM d'internaliser davantage les activités de data management.
- On constate une augmentation du loyer et des charges car une régularisation de charges est intervenue en fin d'année 2024.
- Le compte « autres locations » correspond à la location d'un local d'archives.
- Le compte « locations mobilières » correspond à la location du copieur.
- Le compte « hébergement site de gestion » correspond à l'hébergement de la déclaration d'intérêts en ligne et de Parcourspro.online.
- Le compte « hébergement basic » correspond à celui du site internet.
- Le compte « entretien sur biens immobiliers » retrace l'intervention de la société de ménage.
- La maintenance a baissé par rapport à 2023 car il avait fallu modifier en 2023 Parcourspro.online pour tenir compte de la nouvelle période triennale 2023-2025.
- Le compte « documentation générale » correspond à l'abonnement à Hospimedia.

- Le compte « indemnités conseil présidence » retrace les indemnités versées à Olivier Goëau-Brissonnière pour son rôle de conseiller du Président.
- Le compte « indemnisations comités » correspond aux indemnisations des membres des comités. Le nombre de réunions a été un peu moins élevé en 2024.
- Les honoraires sont ceux du comptable et du commissaire aux comptes. Ils sont plus élevés du fait du recours en 2024 à la société RSM pour une analyse et une intervention sur les possibilités dont disposent les CNP pour rémunérer leurs membres et des experts
- Les honoraires refacturés correspondent aux indemnités que la FSM verse aux experts désignés par les CNP pour qu'ils interviennent en appui des missions d'inspection diligentées par les ARS.
- Le compte « cadeaux » correspond à l'achat de chocolats à la fin de l'année pour les salariés et à celui d'un bouquet de fleurs.
- Le compte « dons » correspond à la cotisation versée à l'Académie de chirurgie.
- La ligne « transports administratifs » concerne la prise en charge à 50 % des cartes Navigo des salariés.
- Le compte missions correspond à la gestion par la FSM de l'intervention de deux ARC free-lance pour le registre EPILUNET, la FSM avait été destinataire des fonds versés dans le cadre d'un contrat passé avec un industriel.
- Le compte « cotisations » correspond à l'abonnement à G7.

Les salaires et charges d'exploitation ont augmenté du fait :

- du recrutement de Faraj Trabulsi en CDI, une réévaluation de son salaire a eu lieu à cette occasion.
- du recrutement de Lorensky Thertulien en CDD alors qu'il était auparavant alternant.
- de l'effet en année pleine du salaire de Caroline Collin.

On note une augmentation des taxes du fait du paiement de la taxe sur les salaires.

Les dotations aux amortissements concernent les amortissements des logiciels.

Les pertes pour créances irrécouvrables concernent les cotisations des CNP que la FSM n'a pas récupérées.

Au total, on constate une nette baisse des charges d'exploitation par rapport à 2024 ce qui a permis de maintenir les comptes dans une bonne forme, les produits ayant été moins importants en 2024.

Le résultat de l'exercice est positif, il s'élève à 8 544 €.

Actif et passif sont présentés.

S'agissant du budget prévisionnel 2025, la DGOS a confirmé que la FSM allait recevoir une subvention identique à celle de 2024. La variation des produits dépendra de la date de versement de la 3ème tranche de financement de la BPI. Cette dernière s'élèvera à 478 000 € pour la période septembre 2025-septembre 2026.

La FSM doit rester prudente sur le niveau de dépenses possible en 2025. Si le financement de la BPI arrive effectivement en septembre, elle devrait pouvoir dépenser 900 000 €, si celui-ci devait intervenir en fin d'année, elle ne disposera que 740 000 € environ.

Michel Rouif pose la question des moyens dont dispose son CNP. Le CNP de Chirurgie plastique, esthétique et reconstructrice a un budget très limité. Les dotations reçues sont insuffisantes. Comment peut-on agir pour aider les CNP à travailler ?

Frédéric Fossati rappelle à cette occasion que les CNP doivent remplir leur rapport d'activité annuel avant le 30 avril 2025 qui conditionnera le versement de leur subvention en 2025. Il annonce par ailleurs le lancement d'une réflexion

en 2026 à partir d'un travail en petit comité sur le financement de la FSM. Il faudrait qu'elle soit plus autonome sur le plan financier et qu'elle puisse voler de ses propres ailes.

Olivier Goëau-Brissonnière ajoute qu'à terme, il faudra aussi entreprendre une réflexion sur le financement des CNP. Les médecins vont être certifiés en lien avec un CNP, ce lien, cette appartenance à un CNP pourrait se concrétiser par le versement d'une cotisation au CNP avec une part qui serait reversée à la FSM. Il faut que les jeunes notamment sachent que les CNP représentent un carrefour d'échanges entre l'activité médicale et scientifique et son versant socioprofessionnel.

Michel Rouif note que dans sa spécialité, 40 à 50 % des chirurgiens ne sont pas membres d'une des composantes du CNP. Il est favorable à ce que le versement d'une cotisation de 20 € par exemple soit rendue obligatoire.

Denis Prunet soulève la question de l'absence de rémunération des membres des bureaux qui interviennent de manière bénévole. Or, aujourd'hui, les missions données aux CNP dépassent de loin le bénévolat. Il faut aussi que les CNP puissent indemniser les médecins qui travaillent sur des dossiers ponctuels.

Michel Rouif propose de créer un groupe d'échanges sur les moyens dont disposent les CNP et la façon dont ils peuvent être utilisés.

Une réunion spécifique va être organisée sur ce thème.

Présentation du rapport sur les comptes 2024 du Commissaire aux comptes

Madame Catherine Faraut, commissaire aux comptes, lit une partie de son rapport et indique « que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice ».

Elle fait également état du rapport spécial sur les conventions et engagements réglementés de l'association.

Elle informe les membres de l'Assemblée générale qu'il ne lui a été donné avis d'aucune convention conclue au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'assemblée générale en application des dispositions de l'article L. 612-5 du Code de commerce.

Approbation des comptes 2024

Les comptes de l'exercice 2024 sont approuvés à l'unanimité.

Affectation du résultat

L'excédent de 8544 euros est affecté en report à nouveau créateur.

Vote du montant des cotisations 2025

Frédéric Fossati propose de laisser inchangé le montant des cotisations 2025 par rapport à 2024.

Cette proposition est approuvée à l'unanimité.

Une réflexion sur l'évolution des montants sera lancée cette année pour les cotisations 2026, en prenant en compte le nombre de praticiens représenté et les missions réalisées.

Actualités Certification périodique et DPC

Frédéric Fossati rappelle les dernières évolutions concernant la certification périodique. Une première version du décret « suivi et accompagnement » a été transmise par la DGOS début 2025, les CNP n'y étaient mentionnés qu'une fois et ils n'intervenaient qu'à la demande de l'Ordre à qui revenait le rôle d'accompagnement. Dans le projet de décret sur le téléservice, les établissements de santé avaient un droit de regard sur le remplissage des blocs de leurs praticiens et pouvaient consulter le bloc 4 sur la santé du praticien. La FSM a manifesté son opposition tant sur l'absence de rôle donné aux CNP pour l'accompagnement de la démarche que sur le manque de confidentialité vis à vis de données personnelles. La FSM a envoyé à la DGOS un document détaillant sa position, elle a rencontré Marie Daudé et a échangé avec Nadiège Baille. Les discussions avancent sur une réécriture des décrets et Frédéric Fossati espère que la FSM aura gain de cause avant la prochaine réunion de l'instance collégiale.

Olivier Goëau-Brissonnière, en tant que membre de l'instance collégiale, complète et mentionne que la FSM a insisté pour que figure dans le décret la possibilité pour les CNP d'informer via le téléservice les médecins sur les évolutions du référentiel de leur spécialité. Lors de la dernière réunion de l'instance collégiale, le rapport de l'IGAS sur l'ANDPC a été présenté. On n'est pas encore certain du scénario retenu. La question se pose de savoir qui récupérera les missions et les ETP de l'ANDPC si l'agence disparaît. Il faut, par ailleurs, une disposition législative pour acter la fin de l'obligation triennale de DPC (et non du DPC lui-même). Le vecteur de la loi de simplification économique paraît compromis car la disposition serait jugée comme étant un cavalier, le PLFSS 2026 semble plus probable.

Hubert Johanet demande si les ODPC continueront d'être payés pendant cette période de transition. Denis Prunet se réjouit de la fin de l'Agence mais considère que cela ne doit pas mettre fin aux actions de DPC.

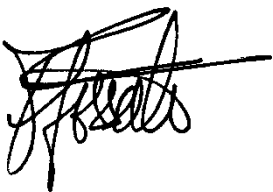
Olivier Goëau-Brissonnière explique qu'il est envisagé de séparer l'organisation de la certification périodique de son financement. Ce dernier serait mutualisé avec les financeurs existants. La FSM a suggéré que le professionnel ait un droit de tirage qu'il pourrait utiliser à sa guise. Eric Senbel entend qu'un droit de tirage permette de payer une formation mais qu'en est-il de l'indemnisation ? Il faudra être vigilant à ce que ce soit inclus.

Questions diverses

Jean-Louis Pons informe que son CNP a déposé un dossier de demande d'évaluation d'un acte professionnel sur la plateforme EVActe. La HAS a répondu que le dossier était intéressant et prioritaire mais a conseillé le CNP de le déposer l'année prochaine pour qu'il puisse être traité car trop de dossiers sont en attente. Les équipes de la HAS ne sont pas suffisamment dimensionnées. Les sociétés ne déposent plus de dossier auprès de la CNEDIMTS de ce fait. La HAS a donc déjà des difficultés à prioriser ses missions. Au départ, elle en avait deux, elle en a 27 aujourd'hui. Hubert Johanet confirme que le président de la HAS lui a fait part du même constat, d'ailleurs le programme de travail de la HAS pour 2024 indique qu'il sera à poursuivre en 2025.

Eric Senbel soulève le sujet des référentiels métier des professions paramédicales. Il considère que les CNP devraient être proactifs et donner leur avis. Il demande si cela peut avoir un impact auprès de la DGOS ou si les sollicitations ne sont faites que pour la forme. Frédéric Fossati répond que c'est aléatoire selon les dossiers mais que, par exemple, pour la sollicitation sur les bandelettes urinaires, la FSM et les CNP ont été entendus.

L'ordre du jour étant épuisé, Frédéric Fossati clôt la séance de l'Assemblée Générale.



Frédéric Fossati
Président de la FSM



Jean-Noël Argenson
Trésorier de la FSM